Vive la résistance de la jeunesse palestinienne contre l'apartheid israélien !

Depuis la mi-septembre, le conflit entre Israël et les Palestinien-nes est ravivé dans des zones - la Cisjordanie et Jérusalem-Est - où une relative accalmie prévalait jusqu'alors. Ce nouveau soulèvement est le produit de l'occupation israélienne qui viole les droits des Palestinien-nes en les oppressant, les humiliant et les tuant quotidiennement. Les exemples de cette barbarie ne manquent pas : le meurtre d'un bébé palestinien brûlé vif par des colons israéliens l'été dernier, sans compter les massacres récurrents contre les Gazaoui-e-s (en 2008-2009, en novembre 2012, en juillet et août 2014) depuis que le Hamas a pris le pouvoir dans la bande de Gaza en juin 2007.

Les raisons de la colère

Depuis les accords d'Oslo en 1993, la colonisation d'Israël sur les territoires palestiniens n'a fait que croître. Depuis quelques mois, de nombreux colons ultra-orthodoxes ont souhaité entrer dans la mosquée Al Aqsa qui est pourtant sous le contrôle de la Jordanie depuis la guerre des « Six jours » de juin 1967. Le « statu quo » sur l'esplanade des Mosquées a été rompu le 13 septembre, lorsque les forces de l'ordre israéliennes ont expulsé la garde jordanienne chargée du site. Dès lors, les Palestinien-ne-s présent-e-s sur les lieux ont commencé à protester et à résister contre cette énième provocation du pouvoir israélien. La tension est ensuite montée d'un cran, quand l'armée israélienne est entrée dans la mosquée d'Al-Aqsa pour y poursuivre de jeunes Palestiniens qui jetaient des pierres. Le 26 septembre dernier, après plusieurs jours d'affrontements, les autorités israéliennes ont interdit l'accès à la mosquée d'Al-Aqsa aux hommes de moins de 50 ans. De plus, l'accès à la vieille ville a été interdit à tou-t-e-s les Palestinien-nes de Jérusalem-Est pendant deux jours, suite à l'attaque à l'arme blanche contre 2 israéliens le 3 octobre dernier. Depuis le début de ce soulèvement, la police et l'armée israélienne déploient et durcissent toujours plus leur répression : le 18 octobre, un jeune Érythréen est mort lynché par une horde de civils israéliens, après que l'armée lui ait tiré dessus par erreur… Le spectre d'une troisième Intifada hante Israël, d'autant plus que celle-ci ne se fait plus principalement à coup de pierres mais de couteaux.

Les organisations traditionnelles dépassées par cette révolte

La jeunesse palestinienne est à la pointe de cette révolte qui n'est structurée ni par les organisations liées à l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) qui a perdu toute légitimité, ni par le Hamas ou le Jihad islamique. Cet élan dépasse toutes les organisations palestiniennes mais reste dans le sillage de la résistance historique du peuple palestinien contre la domination israélienne. Cette lutte exprime le désespoir d'une jeunesse qui ne croit plus à un processus de paix équitable, ni même à une quelconque paix. En effet, Israël, avec le soutien actif des États-Unis et l'hypocrite complicité de l'Europe, réalise déjà sa « solution » : expulser les populations arabes (et rendre la vie impossible à celles qui restent) pour les remplacer par des populations juives. La colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est est galopante : de 200 000 colons en 1993, ces territoires regroupent plus de 570 000 colons aujourd'hui. Dans le même mouvement, plus de 240 000 Palestinien-ne-s ont perdu leur droit de résidence, dont 14 000 à Jérusalem.

Quelles perspectives ?

Le grignotage permanent des territoires palestiniens rend de moins en moins crédible la solution à deux États que s'évertuent à promouvoir l'ONU comme une large part de la « communauté internationale ». Du reste, les dirigeants israéliens successifs, Isaac Rabin compris, n'ont jamais voulu d'une telle solution[1]. Les sionistes, de gauche comme de droite, ne veulent ni d'un Etat palestinien, ni d'une égalité entre Juifs et Arabes au sein d'un Etat commun (qui, au vu de la démographie des deux communautés, rendrait les Juifs minoritaires). A l'image de l'Afrique du sud de l'Apartheid, ils veulent un Etat où une minorité s'accapare la terre et le pouvoir, rejetant la majorité dans des Bantoustans, territoires entièrement dépendants d'Israël, notamment en matière économique, mais suffisamment autonomes pour que les Palestiniens gèrent eux-mêmes leur misère.

La jeunesse palestinienne a donc cent fois raison de rejeter les grotesques « négociations » avec un oppresseur qui n'a *structurellement* rien à négocier. Les militant-e-s anticapitalistes et internationaliste se doivent d'être à la hauteur de leur résistance.

Quelle solidarité en France ?

La solidarité avec le peuple palestinien doit s'exprimer en mettant en avant les mots d'ordre d'autodétermination du peuple palestinien, de démantèlement de toutes les colonies israéliennes et du mur d'annexion, de la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens et en promouvant la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanction) contre l'Etat d'Israël.

Les pathétiques appels au « droit international » ne sont d'aucune utilité au peuple palestinien. Non seulement ce droit, fait par et pour les puissances impérialistes, n'a jamais empêché les massacres et les annexions, mais il criminalise en plus la résistance palestinienne qui ne peut se prévaloir de la légalité étatique, à l'inverse de l'armée

israélienne. Dans le meilleur des cas (ex : rapport Goldstone), il renvoie dos-à-dos la violence de l'oppresseur et de l'opprimé.

Notre solidarité doit aussi s'exprimer par une grande manifestation unitaire de toutes les organisations qui soutiennent la résistance du peuple palestinien et contre l'apartheid d'Israël. Elle ne peut être limitée à quelques rassemblements dispersés des différentes organisations (comme ceux du 17 octobre auxquels nous avons participé aux côtés d'organisations palestiniennes, du PIR, de Génération Palestine, etc.), mais se concrétiser par une action d'ampleur comme cela a pu être le cas à l'été 2014 contre les bombardements à Gaza.

Solidarité avec la résistance de la jeunesse et du peuple palestinien !

Pas de justice, pas de paix !

1 Rappelons le discours à la Knesset de Rabin le 5 octobre 1995, un mois avant son assassinat : « Nous envisageons une solution permanente avec un État d'Israël qui inclura la plus grande partie de la terre d'Israël de l'époque du Mandat britannique, et à ses côtés une entité palestinienne qui sera un foyer pour la plupart des résidents palestiniens vivant dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Nous voulons que cette entité soit moins qu'un État, et qu'elle gère, de manière indépendante, la vie des Palestiniens sous sa responsabilité. Les frontières de l'État d'Israël, avec la solution permanente, seront au-delà des lignes qui existaient avant la guerre des Six jours. Nous ne retournerons pas aux lignes de 1967. »
http://www.juliensalingue.fr/article-oslo-20-ans-apres-il-n-y-a-jamais-eu-de-processus-de-paix-entre-israel-et-les-palestiniens-120035311.html

Ahlem Djebal; Kolya Fizmatov, le 22 octobre 2015